

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Turquie-projets-nucleaires-et-luttres-populaires>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°63 > **Turquie : projets nucléaires et luttes populaires**

22 janvier 2015

Turquie : projets nucléaires et luttes populaires

Selon son ministère de l'Énergie, la Turquie aurait un potentiel de capacité électrique de 136 000 MW en développant les énergies renouvelables. Malgré ce potentiel, le gouvernement prévoit de construire des centrales nucléaires d'une capacité totale de 10 GW d'ici 2030. Pinar Demircan, coordinatrice bénévole de l'association antinucléaire turque Nükleersiz, dresse un panorama des projets nucléaires du gouvernement et des mobilisations antinucléaires.

Bien que la Turquie ait été le premier pays au monde à signer un contrat "Atoms for Peace" avec les États-Unis en 1954, elle ne possède toujours aucun réacteur nucléaire. Des gouvernements turcs ont tenté à quatre reprises (1965, 1972, 1982, 1993) de construire une centrale nucléaire, mais sans succès. Tous les projets ont dû être annulés par suite de conflits politiques et de l'opposition de la population. Finalement, l'AKP, devenu le premier parti politique à la suite de sa victoire aux élections de 2002, a annoncé en 2005 son intention de construire une centrale nucléaire de 5000 MW.

En 2010, la Turquie a signé un contrat avec la Russie en vue de construire la première centrale nucléaire du pays à Akkuyu, près de la ville de Mersin. En outre, en mai 2013 la Turquie et le Japon ont signé un contrat pour la construction d'une centrale nucléaire à Sinop, sur la côte occidentale de la Mer Noire.

Pas de réacteur, mais des accidents radiologiques mortels

Bien que ne possédant pas de centrale atomique, la Turquie a déjà connu des accidents radiologiques mortels. En décembre 1998, du matériel radioactif a été jeté dans une simple décharge par un hôpital. La TAEK ("Türkiye Atom Enerjisi Kurumu", c'est-à-dire l'Institution turque de l'énergie atomique) a été déclarée coupable de ne pas avoir inspecté correctement l'établissement. On estime à 300 le nombre de personnes malades, 19 ont été hospitalisées et on compte au moins un décès. En décembre 2012 a été révélé un autre scandale. Une vieille usine de fabrication de plomb, Aslan Avci Ltd, stockait des déchets radioactifs depuis 2007 à Izmir. Suite à l'enquête d'un journaliste alerté par des riverains confrontés à une recrudescence de cancers et malformations, une plateforme antinucléaire a fait réaliser des analyses scientifiques et a rendu la situation publique. La TAEK a

confirmé cette pollution radioactive, et est censée dépolluer d'ici mai 2015 au plus tard.

La Turquie sous le nuage de Tchernobyl

Le nuage radioactif en provenance de Tchernobyl a survolé la Turquie pendant dix jours. Cinq jours après l'accident de Tchernobyl, le rayonnement mesuré en Mer Noire occidentale était 20 fois supérieur à la norme, et en Thrace (partie occidentale de la Turquie) il était 1000 fois supérieur. Si des comprimés d'iode ont été distribués dans les régions d'Europe de l'Est touchées par l'accident de Tchernobyl, les habitants de la région de la Mer Noire n'ont pas eu cette chance. La Turquie a beaucoup souffert de la catastrophe de Tchernobyl, mais les documents officiels n'en ont jamais fait état.

En outre, 48 000 tonnes de thé largement contaminé par du césium-137 ont été mélangées à 130 000 tonnes de thé de l'année précédente. Les radiations ont ainsi touché trois fois plus de personnes. Les Turcs boivent quelque 10 000 tonnes de thé par an. Sachant qu'un paquet de thé pèse 1 kg, ils ont bu un mélange contaminé pendant 13 ans.

"Tout est sous contrôle ! Buvez du thé et mangez des noix ! Un peu de radiations est même bon pour la santé !" a déclaré le ministre de la Santé à la télévision après l'accident de Tchernobyl. Trois ans après, les premiers cas de cancer sont apparus dans la région de la Mer Noire. 28 ans plus tard, les hôpitaux sont encore remplis de personnes souffrant de cette maladie. La TAEK n'a jamais communiqué les résultats des mesures au grand public ni donné d'explication scientifique. Dans les 20 ans qui ont suivi Tchernobyl, le nombre de cas de cancer a augmenté considérablement, notamment dans la région de la Mer Noire, mais aucune étude scientifique dans ce domaine n'a pu être effectuée. Le rapport du Ministère de la santé publié chaque année annonce que les cas de cancer enregistrés sont à imputer au tabac...

Le projet de centrale nucléaire d'Akkuyu, près de Mersin

Le type de réacteur retenu pour Mersin-Akkuyu est le VVER-1200 de l'entreprise publique russe Rosatom. Aux termes de cet accord, la Turquie s'engage à prêter son terrain à Rosatom à titre entièrement gratuit. La centrale comprendra quatre réacteurs d'une capacité de 1200 MW chacun. Le coût des réacteurs sera de 20 milliards de dollars (Md\$), et la Turquie rachètera l'électricité au prix de 0,1235 \$/kWh pendant 15 ans aux termes d'un contrat de garantie de 71 Md\$.

La centrale nucléaire d'Akkuyu sera la première au monde dont le propriétaire ne sera pas installé dans le pays d'exploitation. En outre, aucune indication du nombre de Turcs devant travailler à la centrale n'a été donnée. En produisant de l'énergie nucléaire sur le territoire de la Turquie, la Russie constitue en quelque sorte un État dans l'État.

De plus, le site de la baie d'Akkuyu retenu pour la construction d'une centrale nucléaire se trouve à seulement 25 km d'une faille sismique active. Un séisme d'une magnitude de 7,5 s'est produit à Akkuyu en 1872. La situation est aujourd'hui délicate lorsqu'on sait qu'il ne s'est pas produit de séisme de magnitude 6-7 au cours du dernier demi-millénaire : cela donne à penser que les tensions n'ont cessé de s'accumuler au sein de la faille au cours de toute cette période. Une autre faille active partant de Mersin à l'ouest, celle de Kozan, rejoint la mer dans la baie d'Akkuyu.

Le projet de centrale nucléaire de Sinop

Quatre réacteurs ATMEA-1 doivent être construits à Sinop par la coentreprise ATMEA créée par Mitsubishi Heavy Industries et Areva ; ce modèle de réacteur n'a pour l'instant pas été homologué ni construit nulle part dans le monde. Le montant de l'investissement annoncé est de 22 Md\$, qui se révélera très certainement sous-estimé, comme dans le cas des réacteurs EPR en cours de construction en France et en Finlande.

Les 40 TWh d'électricité devant être produits annuellement par la centrale nucléaire de Sinop représenteront l'équivalent de 7,2 Md\$ en gaz naturel. La situation ne manque pas d'ironie lorsqu'on sait que la Turquie ne dispose pas d'uranium et que, aux termes du contrat, il devra être importé du Japon ou de France (pays qui n'ont eux-mêmes aucune production d'uranium sur leur sol). Les détails du contrat n'ont pas été rendus publics, et on n'en sait guère plus pour le moment.

La région de Sinop, dans le Nord-Est de la Turquie, est un territoire naturel où l'on rencontre de nombreuses espèces animales et végétales endémiques. Quant à l'activité économique, elle est dominée par la pêche et l'agriculture. On y trouve également la réserve naturelle de Hamsilos, fréquentée par les touristes turcs. D'ailleurs, le potentiel dans ce domaine est très élevé, et le tourisme rapporte quelque 10 Md\$ chaque année.

La décision de construire une centrale nucléaire prise, le gouvernement a saisi 60 km² de terres auparavant sous l'autorité du ministère des Forêts et commencé à déboiser une superficie de 10 km². 225 000 arbres ont été abattus à ce jour en vue de procéder à des essais sur site. Sinop se trouve à quelques dizaines de kilomètres de la faille sismique d'Anatolie septentrionale.

L'émergence de la lutte antinucléaire turque

En 1974, la coopérative des pêcheurs de Mersin (Mersin Balıkçılar Kooperatifi) a commencé à manifester contre le gouvernement afin de bloquer les projets de construction de centrales nucléaires. En 1979, l'association des architectes et ingénieurs turcs (TMMOB) a publié un rapport sur l'énergie nucléaire énonçant les raisons de son opposition au nucléaire. Depuis 1979, d'innombrables débats et conférences sont organisés chaque année contre les centrales nucléaires et l'utilisation de cette forme d'énergie.

À la suite de l'accident de Tchernobyl en 1986, les mouvements et les protestations n'ont cessé de prendre de l'ampleur en Turquie. En 1993, une conférence a été organisée, et des antennes locales du mouvement antinucléaire Nukleer Karşıtı Platform (NKP, plate-forme antinucléaire) ont été mises en place à Istanbul, Izmir et Sinop.

En 2006, la TAEK a annoncé que Sinop avait été retenue pour la construction d'une centrale. La 3e conférence antinucléaire se tenait cette même année et, à l'occasion du 20e anniversaire de Tchernobyl, une manifestation de protestation a réuni plus de 10 000 personnes. Il a été dit alors que c'était la plus grande manifestation écologiste jamais organisée en Turquie. En 2006 également, les pêcheurs ont organisé une manifestation de protestation à Sinop, à l'instar de celle de 1993 à Mersin. En 2007, 165 scientifiques ont signé un "avis des scientifiques antinucléaires informant le gouvernement des conséquences néfastes de l'énergie nucléaire pour la vie humaine" et en ont fait part au grand public.

Il y a toujours eu des protestations et des boycotts aux dates anniversaires d'Hiroshima le 6 août, Nagasaki le 9 août, Tchernobyl le 26 avril et, bien entendu, le 11 mars pour Fukushima. Toutefois, c'est surtout après l'accident nucléaire de Fukushima que le nombre de ces manifestations a augmenté.

La lutte antinucléaire depuis Fukushima

La signature par le gouvernement turc d'un accord avec le Japon en 2013 en vue de construire une centrale nucléaire à Sinop a choqué les communautés antinucléaires japonaise et turque, qui ont lancé de nouvelles initiatives en vue de l'empêcher. En 2013, à l'occasion du 3e anniversaire de l'accident nucléaire de Fukushima, Nukleer Karşıtı Platform, Kükleersiz.org et Yesil Dusunce Dernegi (YDD, association des idées vertes) ont organisé une série de débats. Nükleersiz.org et YDD ont invité l'auteur militant Morita, victime de l'accident de Fukushima, à parler de Fukushima à Istanbul, Sinop et Izmir.

Pour le 28e anniversaire de Tchernobyl à Sinop, la plate-forme antinucléaire (NKP) y a organisé une grande manifestation : quelque 10 000 personnes sont venues des quatre coins de Turquie, tandis que des assemblées similaires se tenaient à Mersin et Ankara pour hurler "NON" à l'accord de coopération nucléaire entre le Japon, la France et la Turquie.

Enfin, le 3 août, une nouvelle campagne antinucléaire était lancée par Nukleersiz.org (www.nukleersiz.org : le nom de l'organisation signifie "Sans nucléaire"), dont j'assume la responsabilité depuis mai 2014, avec Yesil Dusunce Dernegi (YDD). Ces deux associations s'emploient à sensibiliser la population aux risques que représenteraient des centrales nucléaires dans la région de la Mer Noire et en Méditerranée.

Le projet consiste à parcourir quelque 1000 miles à la rame en Mer Noire - un périple effectué par le rameur amateur expérimenté Huseyin Urkmez - et à publier à chaque étape un communiqué de presse pour rappeler les risques liés à l'énergie nucléaire. Grâce à ce projet, nous avons attiré l'attention des médias et permis au peuple d'exprimer son opposition au nucléaire, en particulier dans la région de la Mer Noire. Le voyage s'achèvera dans le quartier le plus animé d'Istanbul, Ortaköy.

Le spectre de la répression

En ce qui concerne la vie politique et sociale turque, le gouvernement se montre de jour en jour plus autoritaire. En 2013, la Turquie a été ébranlée par l'affaire Gezi, qui a commencé par une manifestation pour l'environnement lorsque l'AKP a osé abattre les arbres sur la place Taksim et y entamer la construction d'un centre commercial. La réaction de l'AKP a été très violente, des doses massives de gaz moutarde étant utilisées pendant des semaines pour mettre fin au mouvement de protestation du public. Les troupes anti-émeute se sont attaquées aux manifestants, dont 11 ont été tués.

L'AKP a pris des sanctions très sévères et la liberté de la presse s'est nettement détériorée. Des dizaines de journalistes ont perdu leur emploi par suite de pressions politiques sur leurs employeurs. En 2013, la Turquie détient d'ailleurs le record du monde du nombre de journalistes emprisonnés pour la deuxième année consécutive. On s'attend donc à une réaction violente du gouvernement et de la police lorsque les protestations contre les centrales nucléaires commenceront.

Pinar Demircan

Coordinatrice de Nukleersiz (www.nukleersiz.org) Traduit de l'anglais au français par Gilles Chertier pour le Réseau "Sortir du nucléaire"